

Questions orales

LA HAUSSE DES PRIX—L'ÉTABLISSEMENT D'UNE COMMISSION DE CONTRÔLE DES PRIX

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Vu les augmentations de prix mentionnées auparavant et celles enregistrées dans les secteurs comme celui des machines agricoles, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement ou son ministère songe à créer une commission de contrôle des prix chargée d'intervenir dans les cas d'augmentation injustifiée?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà traité de cette question dans tous les détails le soir du budget.

• (1430)

ON RÉCLAME DES SUBVENTIONS EN VUE D'ÉVITER LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Finances.

Compte tenu de la réduction de la taxe de vente sur les liqueurs douces qu'il annonçait dans son récent budget, le ministre songerait-il à accorder des subventions aux producteurs, afin d'empêcher la hausse du coût des produits laitiers?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cela ressort de la juridiction de mon collègue. De toute façon, j'en discuterai avec lui.

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre. Trois ou quatre députés voudraient poser des questions supplémentaires. La présidence pourrait peut-être donner la parole au député d'Edmonton-Centre pour une dernière question supplémentaire, après quoi nous tâcherons de terminer la première série de questions. Si la Chambre est d'avis que nous devrions nous étendre plus longuement sur le sujet, j'accorderai la parole aux représentants désireux de poser des questions supplémentaires.

* * *

LA CONSOMMATION

LES PRODUITS ALIMENTAIRES DE RÉGIME—DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES PRIX

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances ou au ministre de la Consommation et des Corporations. Je les prierais de bien vouloir faire faire une enquête par leurs fonctionnaires sur le prix des produits alimentaires de régime et basses calories...

Des voix: Oh, oh!

M. Paproski: ... afin que les personnes atteintes de diabète ou d'obésité n'aient pas à souffrir de la cherté de ces produits, dont le prix a monté de 50 à 80 p. 100.

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je consulterai volontiers mon collègue, le ministre des Finances, là-dessus. J'ai l'impression que les réductions qu'il a annoncées dans le cas de la taxe de vente et des droits de douanes s'appli-

[M. Gray.]

queront aux aliments de cette catégorie comme à ceux qui sont mentionnés de façon plus précise dans le budget.

M. Paproski: Le ministre voudrait-il faire une déclaration à l'appel des motions dès qu'il aura recueilli tous les renseignements voulus? C'est une situation vraiment fâcheuse car les fabricants suppriment le sucre de ces aliments mais les prix continuent quand même de monter.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

CANADA-É.-U.—LES PROPOS D'UN FONCTIONNAIRE AMÉRICAIN AU SUJET DES SUBVENTIONS AUX INDUSTRIES D'EXPORTATION—LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je ris encore de la dernière question. J'aimerais adresser au ministre de l'Industrie et du Commerce une question découlant d'un communiqué que j'ai reçu. Le directeur exécutif du Conseil de la politique économique internationale du président, comparaisant ce matin devant un comité du Sénat, a informé celui-ci que le président des États-Unis a l'intention de faire tous les efforts possibles pour décourager des pays tels que le Canada de subventionner, l'expression est de lui, des industries d'exportation comme Michelin. Le ministre pourrait-il nous dire si les négociations ont maintenant repris entre les deux pays étant donné qu'une telle déclaration de politique affecterait non seulement les subventions accordées à Michelin, mais également maints autres programmes et politiques du gouvernement canadien?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà informé la Chambre de nos inquiétudes relatives à une décision intéressant la société Michelin et des raisons pour lesquelles nous estimons qu'il conviendrait que le gouvernement américain revioie cette décision. L'ensemble de cette question a été communiqué à la Chambre dans une note déposée le 19 janvier. L'autre point que j'aimerais exposer, en réponse au député, est le suivant: dans cette note, nous demandions qu'aient lieu avec les États-Unis des consultations officielles aux termes de l'article 22-1 du GATT.

M. Lewis: Je savais bien sûr cela et je demanderais donc au ministre si Washington a répondu à cette note?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, nous attendons encore cette réponse que nous espérons recevoir sous peu afin de pouvoir amorcer les consultations officielles que nous avons demandées.

M. Lewis: Compte tenu de l'extrême importance que revêt cette question pour l'avenir du Canada et comme il faut exercer une influence avant toute prise de décision éventuellement irréversible, le gouvernement a-t-il fait le nécessaire pour accélérer les négociations avec Washington et pour veiller à ce que des réponses soient fournies non pas en temps utile, mais assez rapidement?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, la note officielle a été suivie naturellement de nouvelles instances de notre part au niveau officiel et, je le répète, nous attendons la réponse. Je ne voudrais pas donner l'impression que nous pourrions vraisemblablement changer la situation du tout au tout immédiatement, car il se peut que les tribunaux des États-Unis soient saisis de la question et cela pourrait être long.